

LA PLUS FORTE VENTE DE LA REGION
LILLE. 104, Rue de Paris
PARIS. 42, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAUX : Téléphone 351-17
46, rue de la Gare, 45
TOURCOING Téléphone 9-85
3, rue Fidèle Laboey

DIRECTRICE : M^{me} Eug. GUILLAUME.

L'influence de la Maison Royale d'Angleterre sur les relations franco-anglaises

La portée de la visite du roi Georges VI et de la reine Elizabeth à Paris

Il est de tradition que les souverains anglais ne se rendent pas à l'étranger en « visite d'état » plus d'une ou deux fois par règne, en un moment précis de l'histoire, comme en 1903 lorsqu'Édouard VII célébra l'éclosion de l'entente cordiale, ou comme plus tard, en Mars 1914, lorsqu'au balcon de l'Élysée, George V et M. Poincaré conversèrent à voix discrètes par ce premier soir du dernier printemps de paix. Aussi, au Château de Windsor, les invités royaux préparent leur visite en France avec peut-être tout

par notre correspondant particulier
Gérard BOUTELLEAU

Seul le vieux proverbe libéral, le roi règne mais il ne gouverne pas, et c'est Lord Halifax, Ministre des affaires étrangères, qui parlera politique aux représentants du gouvernement français. La tâche la plus délicate d'un souverain anglais en voyage d'état à l'étranger,



LE ROI GEORGE VI ET LA REINE ELIZABETH. (Ph. Keystone)

autant de fièvre que ceux qui sont chargés d'organiser en leur honneur les manifestations grandioses qui vont se dérouler à Paris. Cette visite n'aurait pas tant d'attrait et ne serait pas considérée par les souverains eux-mêmes comme une des plus agréables diversions si elle n'allait pas permettre, selon l'expression même de George VI, « de renouer les agréables et sympathiques connaissances » qu'ils firent en France au cours de précédents séjours.

est justement de ne pas s'engager dans des conversations trop personnelles, de glisser sur le terrain des opinions et de la politique, et cependant le succès de tel voyage dépend beaucoup de la façon dont il saura répondre spontanément aux marques d'honneur dont il sera l'objet.

Gérard BOUTELLEAU.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIEME PAGE)

AUX ASSISES DU NORD

Un Arabe insulté dans un bal roubaisien avait blessé mortellement l'auteur de l'injure

IL EST CONDAMNÉ AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ



Tremblant de peur, l'accusé HARKAD écoute les conseils de son défenseur, M. PHALEMPIN. (Ph. Révelli)

LIRE NOS INFORMATIONS EN QUATRIEME PAGE

POUR LE RETRAIT D'ESPAGNE DES COMBATTANTS ÉTRANGERS

LE SOUS-COMITE DE LONDRES a trouvé la formule d'un accord de principe

Cet accord a été rendu possible par l'esprit de compromis du délégué soviétique qui, cependant, ne considère pas la nouvelle proposition comme entièrement satisfaisante.

LA RATIFICATION DES PROJETS ARRÊTÉS HIER POURRAIT ÊTRE RÉALISÉE CETTE SEMAINE

Londres, 21. — Un accord de principe a été réalisé, ce matin, au sous-comité de « non-intervention », sur le plan de retrait des volontaires d'Espagne. On sait que cet accord avait été retardé jusqu'ici par la difficulté de mettre au point les dispositions relatives au contrôle maritime.

On a pu constater, dès l'ouverture de la séance de ce matin, qu'une étude plus approfondie des dispositions en question avait permis à toutes les délégations de se rendre compte de la pleine efficacité des mesures proposées. C'est donc à l'unanimité que l'accord de principe est intervenu.

Ce qui motivait l'objection du gouvernement soviétique

Londres, 21. — On attache une importance de plus en plus grande à la réunion du comité de non-intervention qui se réunit aujourd'hui.

On sait qu'au cours de leur dernière réunion, tous les membres du comité, à l'exception du représentant des soviets, se trouvaient d'accord pour accepter la formule britannique. On peut même dire que, par le jeu de compromis successifs, la position du gouvernement de Moscou se trouvait sensiblement rapprochée de celle des autres puissances. Le délégué soviétique insista, néanmoins, pour un renforcement plus rigoureux du contrôle maritime, comme condition de la fermeture de la frontière terrestre et de l'envoi en Espagne de commissions chargées du recensement des volontaires.

La nouvelle formule

Depuis cette séance, lord Plymouth a eu, avec les représentants des diverses nations, une série d'entretiens qui ont permis de modifier la formule en discussion, en tenant compte des objections soviétiques.

Si les modifications au projet sont adoptées, voici comment se présentera, dans ses lignes essentielles, le renforcement du contrôle maritime. Des observateurs seront constamment présents dans vingt ou vingt-cinq des principaux ports espagnols. On enverra des observateurs dans les autres ports, lorsque leur présence y sera jugée nécessaire. Tous les navires de commerce se rendant dans les eaux espagnoles auront à bord des officiers observateurs. Enfin, si pour une raison quelconque on peut suspecter qu'un navire à destination d'un port non-espagnol projette de se rendre dans un port espagnol, on demandera à son capitaine de prendre à bord un officier observateur, pendant qu'il traversera les eaux espagnoles.

Le Gouvernement soviétique n'est pas entièrement satisfait mais il est prêt à accepter la nouvelle proposition

Londres, 21. — La déclaration suivante a été faite par le délégué soviétique à la séance de ce matin du sous-comité de « non-intervention » :

(LIRE LA SUITE EN CINQUIEME PAGE)

Pour mettre fin aux attaques contre les navires : Deux moyens :

UN REVIREMENT DE LA POLITIQUE BRITANNIQUE OU LA CESSATION DES HOSTILITÉS

« mais nous attachons la plus grande importance à la non-intervention », déclare au Communisme M. Chamberlain qui ajoute cependant que « le moment venu, le Gouvernement offrira ses services pour mettre un terme au conflit ».

LIRE NOS INFORMATIONS EN DEUXIEME PAGE

Pour ranimer les Industries de la région

les membres de la commission parlementaire des Travaux Publics ont commencé hier une visite d'études des industries du Bassin de la Sambre durement touchées par la crise



Les parlementaires entourant M. DANIEL-VINCENT, Président du Comité supérieur des Transports, et les industriels qui les ont reçus dans le bassin de la Sambre. (Ph. Révelli)

sont arrivés aux plus pessimistes prévisions. Il est urgent de venir au secours des industries du bassin de la Sambre si l'on ne peut pas voir les ateliers se fermer, les ouvriers réduits au chômage et la misère s'installer dans les foyers; l'intérêt de la question dépasse de beaucoup le cadre régional, il y a un intérêt national évident à maintenir l'activité de cette puissante concentration industrielle du bassin de la Sambre, qui se place, au point de vue métallurgique, comme un des centres les plus importants de France.

Problème national. C'est sous cet angle que la situation est envisagée avec la venue dans le pays d'une commission d'enquête parlementaire composée de membres de la commission des travaux publics de la Chambre.

La délégation

Une délégation de cette commission des travaux publics est arrivée, hier, à

18 INCULPÉS DANS L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE AUX ETATS-UNIS

Le grand jury fédéral reproche à plusieurs des accusés d'avoir transmis à l'Allemagne le code secret de l'aviation militaire américaine

Londres, 21. — Jusqu'à présent, dix-huit personnes, parmi lesquelles deux officiers allemands, lieutenant de vaisseau Udon von Bonin et le lieutenant de vaisseau Herman Menzen, tous deux attachés au service du contre-espionnage du ministère de la Défense du Reich, sont accusés d'avoir conspiré en vue d'obtenir, puis de transmettre en Allemagne — qui est officiellement désignée comme la puissance au profit de qui l'espionnage était exercé — des plans et des codes relatifs à l'aviation, à la marine et aux défenses côtières des Etats-Unis.

Le grand jury fédéral américain continue à instruire cette affaire d'espionnage.

Il reproche aux inculpés d'avoir transmis le code secret de l'aviation militaire des Etats-Unis dans le but de le faire servir au profit de l'Allemagne.

Un message Exchange Telegraph de New-York, dit que chaque chef d'accusation entraîne une peine maximum de vingt ans de prison, de sorte que les inculpés risquent un total de soixante ans de détention.

L'attorney des Etats-Unis, M. Hardy, a soutenu que les deux officiers allemands, von Bonin et Menzen, dirigeaient eux-mêmes leurs agents, parmi lesquels se trouvaient des membres des équipages de plusieurs vapeurs allemands. L'accusation a établi également que des plans, cartes et codes secrets de toutes sortes étaient remis à des agents qui s'embarquaient sur des bateaux allemands et qui, à leur tour, les remettaient à d'autres agents à Hambourg et à Brême.

L'accusation précise la date et le lieu de rencontre d'officiers du contre-espionnage allemand avec certains des inculpés.

C'est ainsi, notamment, qu'elle a établi que, le 7 juin 1937, le docteur Ignace et le nommé Theodore Griebel s'étaient rencontrés à l'hôtel Eend, à Berlin. Elle a établi, enfin, les dates et lieux de rencontre des différents inculpés aux Etats-Unis.

LENGLET A BATTU L'AMERICAIN LEROY HAYNES AUX POINTS

Paris, 21. — Ce soir, au Palais des Sports, le Français André Lenglet a battu l'Américain Leroy Haynes, aux points en 10 reprises.

EN EXTRÊME-ORIENT

Pour la première fois la Chine du Sud est englobée dans la zone des hostilités

A la faveur de l'inondation du fleuve Jaune, les armées chinoises parviennent à se réorganiser aux environs de Tchong Tchéou

Tokio, 21. — Aux termes d'une note communiquée hier après-midi, au corps diplomatique à Tokio, la Chine du sud est pour la première fois incluse officiellement dans le théâtre des opérations militaires. Canton et Hong Kong sont notamment englobés dans la zone des hostilités telle qu'elle a été récemment définie par le Japon.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

ODIEUX DRAME DE L'INTÉRÊT A ALBERT

FORTUNÉ, MAIS MAUVAIS FILS un homme tire sur un septuagénaire, compagnon de sa mère et prend la fuite

Le signalement du fugitif qui pilote une puissante voiture de luxe, a été transmis à toutes les gendarmeries et des barrages ont été établis sur toutes les routes.

LE CRIMINEL AURAIT ÉTÉ APERÇU A COMPIÈGNE MAIS AURAIT EU LE TEMPS DE FAIRE DEMI-TOUR



M. LABURE montre par où est passé le meurtrier. (Ph. Révelli)

Drame épouvantable peut-on dire que celui provoqué par un fils de famille, multimillionnaire, meurtre le grand-père, qui, mécontent de ce que sa mère, septuagénaire impotente, vivait en compagnie d'un vieil ami de la famille, septuagénaire, tira sur ce dernier, après sept ou dix jours de mariage, et fut tué.

Plus on a d'argent, plus on en veut à fait-on dire au diction, mais quand on n'en est guère privé, qu'on jouit de rentes allant à ce qu'on dit, jusqu'à près de deux cent mille francs, quel est le sentiment misérable qui peut pousser un homme à tuer pour augmenter une fortune déjà formidable.

Un mauvais fils

Il y a une quinzaine d'années, mourait M. Brugati, gros commerçant en grains, cousin et fortune. Sa femme continua le commerce, mais elle se fit aider par un vieil ami de la maison, M. Ernest Chabaille, ancien huissier, à Albert, qui connaissait les affaires.

Du mariage des époux Brugati, plusieurs enfants naquirent. Des filles qui sont actuellement mariées. L'une est en Suisse, l'autre dans les environs de Paris.

Il eut un fils, Jules Brugati, âgé actuellement de 26 ans, auteur de la tentative de meurtre.

Ce mauvais fils fut élevé parfaitement. Il fit des études secondaires, mais comme sa fortune personnelle était fort importante, il ne s'occupa guère.

(LIRE LA SUITE EN QUATRIEME PAGE)

Un délicieux roman d'amour, mais aussi un passionnant récit d'aventures mystérieuses, tel est

"Fille de Lord"

de Charles VAYRE et de Robert FLORIGNI

le nouveau feuilleton que nous publierons incessamment 1-1

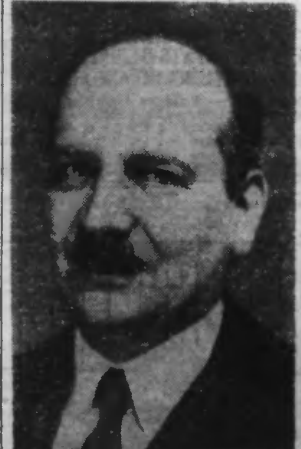
DEUX DISCOURS RADIODIFFUSÉS

« Ceux qui, en France, aident à la prolongation de la guerre d'Espagne, ne servent pas la cause de la paix, bien au contraire... »

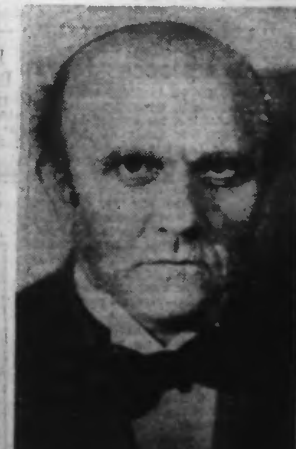
« La situation reste assez grave pour que certaines accusations ne doivent pas être lancées par un Français contre un autre Français »

déclare M. P.-E. FLANDIN en tant que chef de l'opposition et qui estime que la France doit aligner sa politique avec celle de l'Angleterre

répond M. GRUMBACH, qui se rapproche à l'ancien Président du Conseil de favoriser la propagande anti-française dans le seul but de détruire le Rassemblement Populaire



M. FLANDIN (Photo Nylt)



M. GRUMBACH (Photo Nylt)

LIRE NOS INFORMATIONS EN CINQUIEME PAGE